



Une question laborieuse ?

PAR **ANDREA LEVY**

Si c'était vrai, comme l'enseignent les traditions religieuses du monde occidental, que c'est le travail qui nous sauve, alors la crise économique actuelle nous condamne en nombre croissant à un état perpétuel de péché. Les taux réels de chômage montent sans cesse, ce qui inclut les personnes ayant abandonné la recherche active de travail ainsi que celles réduites à un état permanent de sous-emploi. D'après les chiffres officiels, il y a plus de 35 millions de chômeurs dans les 24 pays de l'OCDE. Au Canada, le taux officiel est de 11 pour cent, alors que le taux réel est sans aucun doute le double.

Face à une crise aussi grave que celle des années 1930, les économistes et les politiciens d'Amérique du Nord nous recommandent de devenir plus concurrentiels et plus productifs en imposant, entre autres, des conditions de travail semblables à celles du Tiers-Monde et en affaiblissant le peu de réglementation environnementale existante. Pourtant, même si un tel projet pouvait augmenter la productivité, cela ne pourrait guère contre-carrer la montée irrésistible d'un chômage, à la fois cause et conséquence du désastre économique qui menace tous les pays industriels dits avancés.

L'évolution technologique remarquable de notre époque nous permet d'accroître la production de biens et de services avec de moins en moins de main-d'oeuvre. De pair avec l'expansion de la population active et la fuite du capital aux bassins de main-d'oeuvre moins dispendieux du Tiers-Monde, cette situation mène à la montée inévitable du chômage. Bref, la croissance économique ne garantit plus la création d'emplois.

Il y a ceux, bien sûr, qui favorisent l'aide gouvernementale pour la création d'entreprises vouées au développement de « produits commerciaux de pointe ».

Prenons par exemple le projet de l'État de Utah aux États-Unis, applaudi récemment dans les pages du *New York Times*, qui vise à manipuler la structure des protéines du lait écrémé afin d'en éliminer son teint bleu (obstacle à la consommation paraît-il). Exactement ce qu'il nous fallait... un autre gaspillage de fonds publics pour aider les industries à stimuler davantage la croissance sans limite de la société de consommation.

Les solutions proposées par la droite qui prône le libre marché sont aussi néfastes et inefficaces que la voie d'investissement gouvernementale est limitée. Les programmes classiques de création d'emploi parrainés par l'État, tels la réfection des infrastructures, aussi nécessaires soient-ils, peuvent ralentir la crise, mais non la solutionner.

Il faut reconnaître que la crise de l'emploi n'est pas un phénomène transitoire. Cette constatation nous met devant deux scénarios possibles. Un: la polarisation accrue de la population en deux catégories, un secteur de travailleurs « privilégiés » d'un côté, et de l'autre, une masse d'individus sans emploi ou sous-employés qui dépendent des prestations toujours plus étirées de l'assistance sociale, et qui deviennent de plus en plus appauvris et marginalisés.

Ce sombre scénario se déroule déjà. Il peut paraître paradoxal qu'en même temps que le chômage augmente, la partie active de la population travaille plus longtemps et plus fort sous la pression des employeurs visant à réduire les coûts et à « faire plus avec moins. » Le travailleur moyen en Amérique du Nord travaille un mois de plus qu'il le faisait en 1969.

Deuxième scénario: la redistribution du travail

Il est temps, comme André Gorz nous exhorte, de faire de la crise de l'emploi l'occasion de redéfinir la qualité de vie, en rejetant le mythe de la consommation sans fin et en garantissant aux citoyens et citoyennes un revenu suffisant, tout en assurant plus de temps libre.

La diminution du temps de travail est une option vivement discutée au sein des partis politiques de toute couleur. Mais ce sont les Verts en France qui ont tout fait pour mettre cette idée sur la place publique. Ils préconisent l'instauration de la semaine de 35 heures étalée sur deux ans pour permettre aux entreprises de faire la transition.

D'importants syndicats en Europe sont à l'avant-garde de la lutte pour la semaine de 35 heures. Leurs slogans: « Moins de travail, travail pour tous »; « Pour ne pas dépenser sa vie à la gagner. » Ici en Amérique du Nord, le mouvement syndical éprouve une certaine ambivalence face aux propositions de partage du travail. Leur hésitation découle du fait que la réduction du temps de travail pourrait s'accompagner de diminutions des salaires.



Photo: Philippe Campeau

La redistribution du travail est une option qui pourrait diminuer le chômage et offrir plus de temps de loisirs.

The redistribution of work is an option which could reduce the unemployment and provide more free time.

Certains coûts seront sans doute nécessaires si l'on veut atteindre les objectifs souhaitables de plus de loisirs et de moins de chômage. En l'absence d'une transformation rapide et totale du système social, une légère réduction des salaires serait probablement nécessaire, du moins au début. Mais elle pourra se faire sans pour autant couper dans les salaires des employés à faibles revenus. Ceci aurait l'effet bénéfique de réduire les inégalités de revenus (après les États-Unis, le

Canada possède le niveau le plus élevé d'inégalité salariale des pays membres de l'O.C.D.E.). En diminuant les taux de chômage, une semaine de 35 heures pourrait même modifier les rapports de force à l'avantage des syndicats lors des négociations (le chômage étant toujours une raison principale de la baisse des salaires négociés). Une telle mesure permettrait également de réduire les contributions du patronat et des employés à l'assurance-chômage. En outre, elle

aiderait non seulement à réduire les dépenses publiques en matière de bien-être social mais aussi à élargir l'assiette fiscale.

Et comme le constate le syndicaliste belge Angelo Basile, « Définir un projet de société du temps libéré... non seulement dans le contexte d'une lutte pour l'abolition du chômage, mais aussi dans le cadre d'un développement de la sphère des activités autonomes, c'est inéluctablement subvertir la finalité du système. » ♦

No Idle Matter

BY **ANDREA LEVY**

If it were true that we achieve redemption through work, as the various religious traditions of the Western world would have us believe, then the current economic crisis is condemning ever more of us to a perpetual state of sin. Real rates of unemployment—the rates which include those people who have given up the active search for work and those who are chronically underemployed—are soaring. There are upwards of 35 million officially unemployed in the 24 OECD countries. In Canada, the official rate is 11 per cent, while the real rate is easily twice that figure.

Faced with a crisis of proportions comparable to those of the 1930s, economists and politicians in North America advise us that we must become more cost-efficient and productive, through, among other means, generalizing third-world labour conditions and sacrificing what limited environmental regulations exist. In fact, however, even if such a morally

and politically contemptible plan were to result in greater productivity, this would do little to mitigate the inexorable rise in unemployment, which is both consequence and cause of the economic catastrophe looming on the horizon of all the so-called advanced industrial nations.

Technological developments have made it possible to produce goods and services at high levels using less and less labour. Together with the expansion of the labour force and the flight of capital to cheap sources of labour in the Third World, this results in a growing imbalance in labour supply and demand. In short, economic growth no longer guarantees job creation.

There are, of course, those who advocate state aid for firms attempting to develop "cutting edge commercial products", such as a Utah-based project, lauded in a *New York Times* article, which entails altering the protein structure of skim milk in order to eliminate its unpalatable blue cast. Just what we needed! More tax dollars spent

to support industries catering to the endless expansion of inane consumerism.

The prescriptions of the free-market Right are as undesirable and ineffectual as the remedy of greater government spending is temporary. State-sponsored job creation measures, such as additional government investment in infrastructure, while necessary, can only defer the employment crisis, not solve it.

We must face the fact that the employment crisis is not a transitory phenomenon. This gives rise to two possible scenarios. One: the increasing polarization of the population into a "privileged" working sector on one side, and on the other side, a mass of non-working and underemployed people, reliant on ever more stretched social welfare benefits and increasingly marginalized and impoverished.

This dismal scenario is already unfolding. Ironically, while unemployment soars, the employed

CONTINUED ON PAGE 7
NO IDLE MATTER